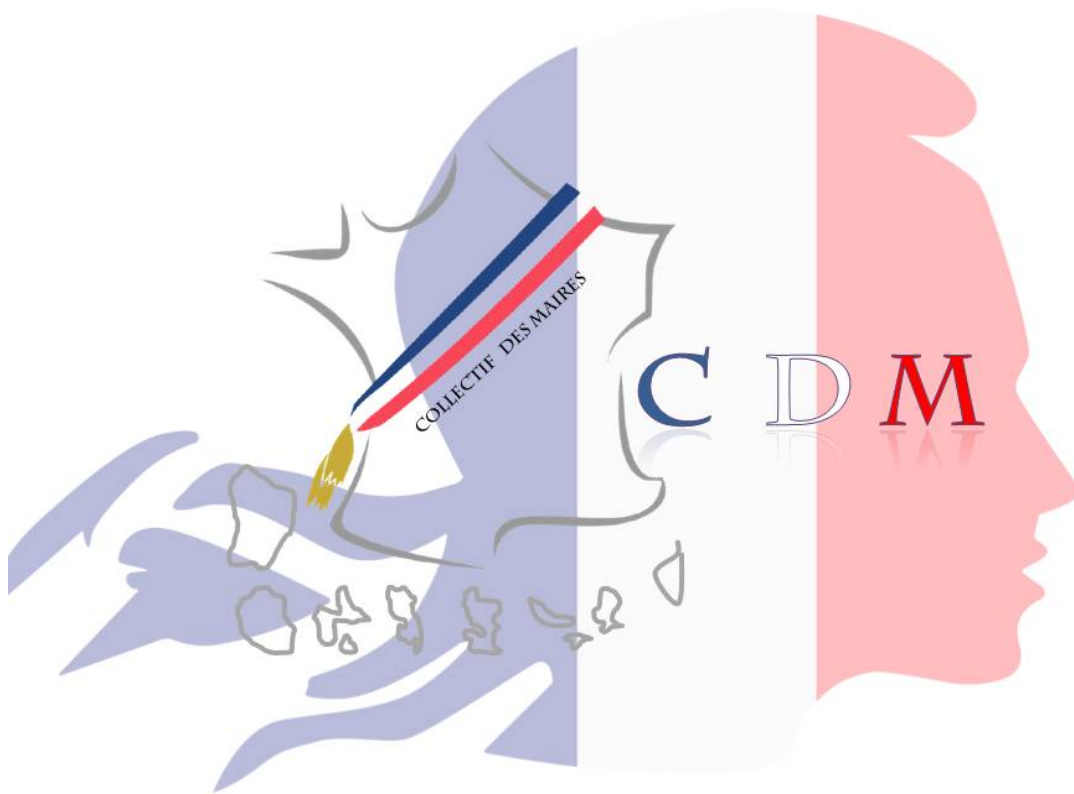


COLLECTIF DES MAIRES

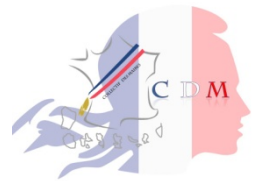


Charte

À l'attention des Premier(e)s Elu(e)s de France

Nos motivations à la création de ce Collectif :

- Constitution bafouée**
- Démocratie bafouée**
- Liberté bafouée**
- Avenir de nos enfants en danger**



NOTRE CONSTAT ACTUEL :

- La Constitution de la V^e République est de plus en plus bafouée. Les diverses libertés des personnes ont souvent été acquises *au prix du sang* face à un pouvoir et une centralisation excessive. Ces libertés légitimes se réduisent de semaines en semaines, particulièrement en ces temps de « crise sanitaire ».
- Nous déplorons un **effondrement de la confiance** des citoyens concernant la fonction et la représentation des « élus lointains et distants » (Ministres, député(e)s, sénateurs/sénatrices, président(e)s de Régions).

La confiance

**des citoyen(ne)s dans leurs élu(e)s proches,
les maires,
premier(e)s élu(e)s de France, en suffrage direct,
est maintenue.**

**Preuve en est le taux de participation aux élections
municipales :**

**Entre 40 % et 41 % en 2020, en tenant compte de la
déferlante « Crise sanitaire » et de sa gestion
inappropriée, **mais** 62,13 % en 2014, conférant aux
maires...**

...Une légitimité inattaquable et inaliénable.

**En prise directe avec la population et ses besoins REELS, les maires
en sont les premier(e)s défenseur(e)s et serviteurs/servantes (*).**

(*) N'oublions pas que tel est le premier sens du mot « ministre » !.

- **L'inquiétude grandissante** des parents et grands-parents pour les jeunes générations, inquiétude déjà prégnante depuis quelques années, est à son comble avec les récentes mesures de confinement, de restriction, de privation de libertés engendrant : mal-être, crises psychologiques, pertes d'emplois, etc. La « peur de la maladie » n'est pas la seule cause de l'effondrement moral et de la soi-disant « déprime » de la population française. Les causes essentielles de cette situation dramatique sont à chercher du côté des diverses lois liberticides votées sans *véritables* consultations, ni du peuple, ni de ses élus.

Il faudrait aussi dénoncer l'aspect coercitif et infantilisant de la manière de gouverner notre pays.

Dans la mesure où la majorité de la population a senti et vécu un basculement sociétal aggravé depuis 2019, il nous paraît **URGENT** et **NECESSAIRE** de procéder à un « état des lieux actualisé » afin d'identifier les maux dont souffre notre société, leurs causes réelles, et d'y remédier.

- La notion de « terroir », avec son cœur et son âme, loin d'être le simple rappel nostalgique d'un passé enfoui, doit être remis à l'honneur. En effet, une région n'est pas réductible à un « territoire » administratif, économique, technologique, etc. La « gestion » n'a pas *vocation* à devenir ou à s'identifier à un « contrôle » des personnes.
- Rappel éthique : le mot d'ordre « la personne humaine au centre du dispositif » ne doit plus être le « slogan vendeur » d'une technocratie et d'une administration centrale *déconnectées*, mais une réalité incarnée: l'administratif, le numérique, la robotique, etc. sont des outils *au service* de l'humain et non *d'assujettissement* de celui-ci.

Contact pour tout renseignement complémentaire...

...et/ou pour nous rejoindre:

collectif.maires.resistants@gmail.com

Fabrice MARCHAND, Maire d'Ardeuil-et-Montfauvelles (08400) Tel. 06 36 43 82 85

Thierry RENAUX, Maire de Condé les Autry (08250) Tel. 06 45 66 88 95

COLLECTIF DES MAIRES